

Environnement économique 2001

La croissance économique mondiale ressort, en 2001, à 2,5%, rythme nettement moins soutenu qu'en 2000. Ce tassement d'activité a concerné les États-Unis, où le taux de croissance a atteint 1,2% contre 4% en 2000. Les risques de détérioration de la conjoncture déjà perceptibles en fin d'année 2000 se sont accrus en raison des événements du 11 septembre 2001.

L'Europe, aussi, a connu une décélération de son activité. Sous l'effet d'abord des incertitudes liées à la situation de l'économie américaine, mais aussi de l'onde de choc produite par ces mêmes événements du 11 septembre, la croissance s'est ralentie, revenant de 3% en 2000 à 1,5% en 2001.

Le ralentissement de l'économie mondiale s'est accompagné d'un repli très sensible des échanges internationaux de biens et services en volume. Ces derniers, après avoir progressé de 12,4% en 2000, ont reculé de 0,2%. Les importations dans la zone euro se sont, dans l'ensemble, accrues de 0,7%, un taux qui cache d'importants écarts, s'agissant des principaux partenaires du Maroc : recul de 0,2% en France et hausse de 3,5% en Espagne.

Malgré cet environnement peu favorable, l'économie marocaine a renoué avec la croissance. Elle réalise un taux de 6,5% après deux années de stagnation. Cette performance est le résultat d'une amélioration de la valeur ajoutée agricole de 25% et de la confirmation de la bonne tenue des activités secondaires et tertiaires.

Le secteur secondaire a en effet affiché une croissance de 3,8% en 2001, supérieure à celles constatées en 2000 (2,5%) et en 1999 (2,8%). Ce regain d'activité est lié en premier lieu au BTP qui confirme son dynamisme des années précédentes avec une progression de 6%, après 5,9% en 2000 et 4,9% en 1998. Il est dû également au maintien du rythme de progression de l'activité des industries manufacturières à 3,5%. Il est, enfin, lié à la reprise d'activité dans les mines (+4%), après trois années de recul consécutives.

Les activités tertiaires sont restées d'un bon tenant, avec respectivement +5% pour les transport et communication et 4% pour le commerce. Sans doute, à en juger par le niveau des recettes qu'il a drainées, le tourisme a-t-il également constitué un catalyseur de l'activité.

Le dynamisme d'ensemble retrouvé par l'économie marocaine est le fait de la demande intérieure, la consommation des ménages comme l'investissement (mesuré par la FBCF) ayant progressé respectivement de 7,5% et 7,4%.

Les échanges commerciaux avec l'extérieur ont été marqués par un léger recul du déficit commercial, suite à une hausse de 1,1% des importations et de 2% des exportations.

Les recettes touristiques ont atteint 27,8 milliards de dirhams, en augmentation de 28,3%.

Les transferts des Marocains Résidant à l'Étranger ont atteint 36,2 milliards de dirhams, en progression de 57,5%

Les investissements et prêts privés étrangers se sont établis à environ 33 milliards de dirhams, contre de 22 milliards en 2000.

Pour l'essentiel, et grâce à l'amélioration de ces flux externes, l'économie marocaine a su maintenir à des niveaux acceptables ses fondamentaux :
l'inflation mesurée par l'indice du coût de la vie continue à être maîtrisée, s'étant établie à 0,6%, contre 1,9% en 2000
le déficit budgétaire a été contenu à 2,7% du PIB, au lieu des 3% prévus initialement
le compte courant de la balance des paiements s'est inscrit en excédent de plus de 3% du PIB, contre un déficit de 1,4% en 2000
les emprunts extérieurs du secteur public ont enregistré des flux négatifs, ramenant le stock de la dette extérieure publique de 16 milliards de dollars en 2000 à 14 milliards de dollars en 2001.

Perspectives 2002

Selon les prévisions établies par la DPEG (Direction de la Politique Économique Générale) relevant du Ministère des Finances, la croissance de l'économie marocaine serait de 4,4%, hypothèse fondée sur une campagne céréalière moyenne et sur une croissance de la valeur ajoutée non agricole de 4,1%.